

Ici vous mettez en jeu deux intérêts distincts : celui du consommateur et celui de l'éleveur.

D'après la statistique, il se consomme en France environ 40 livres de viande par tête et par an. Comparativement à d'autres, c'est bien peu. Aussi l'économie politique réclame-t-elle à cor et à cri une augmentation dans la production.

Mais comment cette augmentation doit-elle se réaliser ?

D'après vous, Monsieur, l'éleveur doit s'attacher " de préférence à propager le plus possible le bœuf propre au travail, s'il veut obtenir la viande dans les meilleures conditions de prix et même, le plus souvent, de qualité, car, vous posez en principe " qu'on ne peut sérieusement penser qu'il soit possible d'avoir de la bonne viande en abattant de trop jeunes animaux."

Cette dernière proposition ne serait peut-être pas entièrement dénuée de fondement si elle s'appliquait à des animaux abattus avant d'être parvenus à leur maturité ; mais tout fondement lui échappe, à mon avis, dès qu'elle s'applique à des races de nature essentiellement précoce, puisque l'expérience prouve qu'un Durham de deux ans, bien soigné, est tout aussi mûr, tout aussi bon, tout aussi sain et tout aussi nutritif que la plupart de nos bœufs indigènes âgés de six ans et plus. A cet égard, nous pouvons sans danger, je crois, nous en rapporter à nos voisins, d'outre-Manche, qui sont, sans conteste, nos maîtres en économie agricole, ce dont, bon gré mal gré, il faut bien que notre orgueil national prenne son parti.

Mais si vous avez, Monsieur, plus de confiance au goût français qu'au goût anglais, je puis vous offrir d'autres preuves qui ne sont pas sans valeur, puisqu'elles sont fournies par les expériences de dégustation comparative qui suivent ordinairement les concours de Poissy.

En 1856, un jury fort compétent a donné le No. 1 à un bœuf Choletais-Nantais, d'un âge mûr, qui a obtenu un maximum de 100 points, et le No. 2, avec 99 p. 98 c., à un Durham-Manceau précoce. L'infériorité de ce dernier était donc de deux millièmes, mais il avait une supériorité très grande sur plusieurs autres races indigènes.

Plus tard, le bœuf Ayr-Durham-Breton, de 23 mois, appartenant à M. Lambizat, et qui a été si fort critiqué l'année dernière par M. Valserrès, n'a-t-il pas eu le 1er prix à Nantes, le 1er prix à Poissy, le No. 1 devant la commission de rendement, le No. 1 à Pétal, et le No. 1 à la dégustation, avec 100 points, alors que le Choletais n'en obtenait plus, comparativement, que 93 ?

Si, Monsieur, vous ne trouvez pas ces preuves décisives, veuillez nous en opposer de contraires qui le soient davantage, et, en mon particulier, je m'y soumettraï : car vous ne pouvez disconvenir qu'en semblable matière une simple affirmation qui ne repose sur aucun fait ne saurait faire loi.

Examinons maintenant la question sous un autre rapport qui intéresse autant le producteur que le consommateur.

Est-il possible d'augmenter indéfiniment en France le nombre des bœufs de travail ?

La culture en manque-t-elle pour ses besoins ?

Si elle n'en manque pas, à quoi lui serviront ceux qu'elle ajoutera à son effectif actuel ?

À produire de la viande, direz-vous.

Mais quel sera le prix de cette viande, s'il faut nourrir les animaux pendant six ans et plus sans trouver dans leur travail la compensation d'une partie de leur dépense ?

Poser ces questions c'est les résoudre, ce me semble.

Sous tous ces rapports, l'élevage des animaux précoces est donc infiniment préférable à celui des animaux tardifs, puisqu'en supposant toutes choses égales, un bœuf susceptible d'atteindre sa perfection en deux ans ne consommera que le tiers